

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/91
S/14360

5 février 1981

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-sixième session
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SECURITE
Trente-sixième année

Lettre datée du 3 février 1981, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour votre information, le
texte de la déclaration, en date du 31 janvier 1981, du porte-parole du
Ministère des affaires étrangères du Kampuchea démocratique relative aux
manoeuvres lancées à Saigon par les autorités de Hanoi.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire circuler ce texte
comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour
intitulé "La situation au Kampuchea", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THICUNN Prasith

កម្ពុជាប្រជាធិបតេយ្យ



DECLARATION DU PORTE-PAROLE
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

RELATIVE AUX MANOEUVRES LANCEES A SAIGON
PAR LES AUTORITES DE HANOI

Le 31 janvier 1981

Le 28 janvier courant, les autorités de Hanoi ont lancé, de Saigon, leur proposition pour une soi-disant conférence et de soi-disant conditions pour un retrait partiel de leurs troupes du Kampuchea.

Ces manoeuvres diplomatiques prennent place à un moment où les autorités de Hanoi s'enlisent de plus en plus dans des difficultés inextricables tant sur le champ de bataille au Kampuchea en ce milieu de la saison sèche, qu'au Vietnam même et sur la scène internationale où elles se trouvent complètement isolées. Après l'échec du débat qu'elles ont tenté de faire engager à la 35^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies sur leur question dite de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est, ces autorités se sont vues soumises à des pressions accrues de la part des pays épris de paix et de justice en Asie du Sud-Est et dans le monde, pour qu'elles appliquent les résolutions des Nations Unies, en retirant toutes leurs troupes du Kampuchea.

C'est acculées à cette impasse, encore plus grande que celle dans laquelle elles se trouvaient lors de la précédente saison des pluies, que les autorités de Hanoi en sont venues aux manoeuvres de Saigon.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique dénonce énergiquement ces manoeuvres qui n'apportent rien de nouveau si ce n'est qu'elles constituent une pure propagande forgée pour la circonstance par les autorités de Hanoi, qui veulent d'une part

réduire la pression de l'opinion mondiale exercée sur elles pour qu'elles retirent toutes leurs troupes du Kampuchea, et d'autre part obtenir ce qu'elles n'ont pu le faire sur le champ de bataille au Kampuchea, à savoir la reconnaissance de leur invasion du Kampuchea et de leur "Fédération indochinoise" comme un fait accompli. La tenue d'une conférence proposée entre d'un côté, les pays dits indochinois, et de l'autre, les pays de l'ANASE ne vise pas un autre but. Les pays indochinois dénommés au grand jour par les autorités de Hanoi, ne sont autre chose que cette sinistre "Fédération indochinoise" dénoncée par le Kampuchea Démocratique depuis déjà de nombreuses années. Les manoeuvres des autorités de Hanoi pour amener les pays de l'ANASE à la table de négociations avec l'administration vietnamienne de Phnom Penh ne diffèrent en rien de celles de Vientiane qui ont déjà été déjouées, ni de celles lancées par les Soviétiques pour que des négociations s'engagent avec les autorités qu'ils ont installées à Kaboul.

La conférence internationale décidée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, à la majorité écrasante des voix, constitue un cadre approprié pour résoudre aussi bien le problème du Kampuchea que celui de la paix en Asie du Sud-Est. La mise en scène que les autorités de Hanoi se sont efforcées de monter à Saigon pour lancer une conférence à leur manière ne pourra jamais les relever du banc des accusés où elles se trouvent placées, celui de coupables du crime d'agression contre le Kampuchea, de l'usage de la loi de la jungle et de la violation des principes du non-alignement, de la Charte des Nations Unies, de la loi internationale et des principes régissant les relations entre États.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique condamne et rejette catégoriquement ces manoeuvres diplomatiques des autorités de Hanoi. Il est confiant dans la sagesse et la position de justice des pays de l'ANASE et des pays épris de paix et de justice dans le monde pour que soient démasquées ces manoeuvres perfides. La seule et unique clé de la solution du problème du Kampuchea, celle qui ouvre la voie au retour de la paix au Kampuchea et au rétablissement du peuple du Kampuchea dans son droit de décider lui-même de sa destinée, ainsi qu'à la restauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Asie du Sud-Est, cette clé est que les autorités de Hanoi retirent toutes leurs troupes du Kampuchea, en accord avec les résolutions 34/22 et 35/6 des Nations Unies. A cette fin, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique soutient la convocation d'une conférence internationale conformément aux résolutions ci-dessus.

/...

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique saisit cette occasion pour lancer un appel à tous les pays épris de paix et de justice dans le monde pour qu'ils continuent de soutenir la lutte du Kampuchea Démocratique, qui, aujourd'hui non seulement combat pour la survie du Kampuchea, mais aussi, en contenant les autorités de Hanoi et soviétiques dans leur poussée expansionniste en Asie du Sud-Est, apporte sa part de contribution active à faire de cette région une zone de paix, de liberté et de neutralité.

